

1185

Mémorial
du
Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial
des
Großherzogtums Luxemburg.

Mercredi, 18 octobre 1916.

N^o 82.

Mittwoch, 18. Oktober 1916.

Arrêté grand-ducal du 17 octobre 1916, portant modification de l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916, concernant la saisie, l'acquisition et la répartition des pommes de terre.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Revu l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916, concernant la saisie, l'acquisition et la répartition des pommes de terre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'art. 4, al. c, de l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916, concernant la saisie, l'acquisition et la répartition des pommes de terre est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 4. — Malgré la saisie il est permis:

»

» e) aux non-producteurs de se pourvoir, sans intermédiaire, auprès des producteurs résidant dans la même commune, à raison de 200 kg. par membre de ménage. Ces acquisitions ne pour-

ront être effectuées qu'après avoir obtenu l'approbation du Grand-Duc. Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

Großh. Beschluß vom 17. Oktober 1916, wodurch der Großh. Beschluß vom 5. September 1916, betreffend die Beschlagnahme, den Erwerb sowie die Verteilung der Kartoffeln abgeändert wird.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 5. September 1916, betreffend die Beschlagnahme, den Erwerb sowie die Verteilung der Kartoffeln;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Art. 4, Abs. c des Großh. Beschlusses vom 5. September 1916, betreffend die Beschlagnahme, den Erwerb und die Verteilung der Kartoffeln, wird durch nachstehende Bestimmung ersetzt:

„Art. 4. — Trotz der Beschlagnahme dürfen
»

„c) Nichtproduzenten sich ohne Zwischenhändler bei den in derselben Gemeinde wohnenden Produzenten versorgen und zwar zu 200 kg pro Haushaltsmitglied. Diese An-

ront se faire que moyennant une autorisation nominative à délivrer par l'administration communale. A cette fin, les intéressés en feront la déclaration écrite à la commune avec indication des fournisseurs et des quantités. L'autorisation d'achat délivrée par l'administration communale servira en même temps d'autorisation de transport. »

Art. 2. Sans préjudice à la disposition qui précède, et à l'art. 4, al. b de l'arrêté prévu du 5 septembre 1916, concernant les pommes de terre de semence, il est défendu de vendre ou de céder des pommes de terre à tout autre qu'aux commissionnaires régionaux désignés par l'Office d'achat et de répartition.

Art. 3. Sont annulés tous les marchés contraires aux dispositions qui précèdent et non encore exécutés au moment de la mise en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, les transports commencés pourront être terminés.

Art. 4. Il est défendu aux commissionnaires régionaux d'acheter des pommes de terre pour le compte de tiers autres que l'Office d'achat et de répartition ou de céder à des tiers des pommes de terre acquises pour le compte de ce dernier.

Il est également défendu aux commissionnaires d'expédier des pommes de terre à une autre adresse que celle indiquée par l'Office.

Art. 5. Les producteurs ont la faculté d'effectuer sans autorisation spéciale:

1° le transport à domicile des pommes de terre récoltées dans la commune de la résidence ou dans les communes limitrophes;

2° le transport aux gares d'expédition ou aux endroits déterminés par l'Office d'achat et de répartition des pommes de terre cédées à l'Office.

käufe dürfen nur auf Grund einer namentlichen Ermächtigung der Gemeindeverwaltung erfolgen. Dieserhalb haben die Interessenten eine schriftliche Erklärung bei der Gemeinde einzureichen, mit Angabe der Lieferanten und der Mengen. Die von der Gemeinde angestellte Einkaufsberechtigung gilt zugleich als Transportberechtigung."

Art. 2. Unbeschadet der vorstehenden Bestimmung und derjenigen des Art. 4, Ab. b des vorerwähnten Beschlusses vom 5. September 1916, betreffend die Saatkartoffeln, ist es verboten Kartoffeln an andere, als an die von der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale bezeichneten Regionalkommissionäre zu verkaufen oder abzutreten.

Art. 3. Alle den vorstehenden Bestimmungen zuwiderlaufenden und bei Inkrafttreten dieses Beschlusses noch nicht ausgeführten Verträge sind null und nichtig.

Jedoch dürfen die begonnenen Transporte vollendet werden.

Art. 4. Es ist den Regionalkommissionären verboten, für Rechnung Dritter außer der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale Kartoffeln anzukaufen oder für Rechnung der Zentrale angekaufte Kartoffeln an Dritte abzutreten.

Es ist den Kommissionären desgleichen verboten, Kartoffeln an eine andere als die von der Zentrale bezeichnete Stelle zu versenden.

Art. 5. Die Produzenten dürfen ohne besondere Ermächtigung vornehmen:

1. den Heimtransport von Kartoffeln, welche in der Gemeinde des Wohnsitzes oder in den angrenzenden Gemeinden geerntet wurden;

2. den Transport nach den Abgangsstationen oder nach den von der Zentrale bezeichneten Stellen von Kartoffeln, welche für die Zentrale bestimmt sind.

Art. 6. Sauf les modifications qui précèdent, l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916, concernant la saisie, l'acquisition et la répartition des pommes de terre, et l'arrêté ministériel du même jour, concernant l'achat des pommes de terre et la fixation des prix maxima, restent en vigueur.

L'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916 concernant l'achat et la cession de pommes de terre non encore récoltées reste également en vigueur.

Art. 7. Les infractions aux dispositions des art. 1^{er} à 5 qui précèdent seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 fr. à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement.

La tentative est punissable.

La confiscation de l'objet de l'infraction sera ordonnée.

Art. 8. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg le 17 octobre 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
Dr WELTER.

Arrêté grand-ducal du 17 octobre 1916, concernant la saisie et l'utilisation de la récolte de laines acerue cette année.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur

Art. 6. Vorbehaltlich vorstehender Abänderungen, bleibt der Großh. Beschluß vom 5. September 1916, betreffend die Beschlagnahme, den Erwerb und die Verteilung der Kartoffeln, sowie der Regierungsbeschluß von demselben Tage, betreffend Ankauf der Kartoffeln sowie Festsetzung von Höchstpreisen in Kraft.

Der Großh. Beschluß vom 5. September 1916, betreffend Ankauf und Übergabe der noch nicht abgeernteten Kartoffelflächen bleibt ebenfalls in Kraft.

Art. 7. Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen der vorstehenden Art. 1 bis 5 werden mit Gefängnis von 8 Tagen bis zu 3 Jahren und mit Geldstrafe von 26 Fr. bis zu 3000 Fr. oder einer dieser Strafen bestraft.

Der Versuch ist strafbar.

Die Beschlagnahme des Gegenstandes der Zuwiderhandlung wird angeordnet.

Art. 8. Unser General-Direktor für Ackerbau, Handel und Gewerbe ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt, der am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft tritt.

Luxemburg, den 17. Oktober 1916.

Maria Adelhaid.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Handel und Gewerbe,
Dr. Welter.

Großh. Beschluß vom 17. Oktober 1916, betreffend die Beschlagnahme und Verwertung der diesjährigen Bucheckernernte.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom

l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. La récolte de faïnes acerue cette année est saisie au profit de l'État.

Art. 2. En conséquence, tous ceux qui auront récolté des faïnes seront tenus de les livrer à l'Office d'achat et de répartition par l'intermédiaire des gardes forestiers des communes et de l'État.

Art. 3. Il est spécialement défendu d'utiliser les faïnes, soit pour l'alimentation du bétail, soit pour la fabrication d'huile, ou de les vendre ou céder à un titre quelconque à des tiers autres que les personnes visées à l'article qui précède. L'achat de faïnes est également interdit à tout tiers.

Art. 4. Tous les marchés conclus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont annulés.

Art. 5. L'introduction des porcs dans les bois administrés et privés est interdite sans l'autorisation de l'administration des eaux et forêts.

Art. 6. Aucune autorisation de transport n'est requise pour le transport à domicile des faïnes récoltées ni pour leur transmission à l'Office d'achat et de répartition conformément à la disposition de l'art. 2 ci-avant.

Tout autre transport est interdit.

Art. 7. Les gardes forestiers payeront un prix de 6 fr. par setier de vingt litres de faïnes nettoyées et séchées.

Ils toucheront une indemnité de 0,50 fr. par setier expédié aux endroits désignés par

16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die diesjährige Bucheckernernte ist für den Staat beschlagnahmt.

Art. 2. Wer Bucheckern gesammelt hat, ist verpflichtet, dieselben durch Vermittlung der Gemeinde- und Staatsförster an die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale abzuliefern.

Art. 3. Es ist im besondern verboten, Bucheckern zur Viehfütterung oder Ölgewinnung zu verwenden oder dieselben an Dritte, außer den im vorhergehenden Artikel bezeichneten Personen zu verkaufen oder auf irgend eine Weise abzutreten. Der Kauf von Bucheckern ist ebenfalls allen Dritten untersagt.

Art. 4. Alle vor Inkrafttreten dieses Beschlusses abgeschlossenen Verträge sind null und nichtig.

Art. 5. Der Eintrieb von Schweinen sowohl in die unter Verwaltungsaufsicht stehenden als in die Privat-Waldungen ist ohne Ermächtigung der Verwaltung der Gewässer und Forsten untersagt.

Art. 6. Eine Transportberechtigung ist nicht erfordert für den Heimtransport der gesammelten Bucheckern, sowie für deren Anlieferung an die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale gemäß den Bestimmungen des vorhergehenden Art. 2.

Jeder andere Transport ist untersagt.

Art. 7. Die Förster haben einen Betrag von 6 Fr. für den Sester von 20 Litern gereinigter und getrockneter Bucheckern zu zahlen.

Sie beziehen eine Vergütung von 0,50 Fr. für jeden nach den von der Staatlichen Einkaufs-

l'Office d'achat et de répartition; les frais de transport seront à charge de ce dernier.

Art. 8. L'arrêté ministériel du 28 juin 1916, concernant l'usage de la faînée dans les bois administrés, restera en vigueur.

Art. 9. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 fr. à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

La tentative est punissable.

La confiscation de l'objet de l'infraction sera ordonnée.

Art. 10. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et Notre Directeur général de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne.

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 17 octobre 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
Dr WELTER.*

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique.
L. MOUTRIER.*

Arrêté du 17 octobre 1916, portant défense d'exportation de certains produits et objets.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Revu l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916, désignant les produits et objets admis à la libre circulation, à titre de compensation, entre

und Verteilungszentrale bezeichneten Stellen angelieferten Sester Bucheckern; die Transportkosten sind zu Lasten der Zentrale.

Art. 8. Der Beschluß vom 28. Juni 1916, betreffend die Nutzung von Bucheln in den unter Verwaltungsaufsicht stehenden Wäldungen, bleibt in Kraft.

Art. 9. Zuwiderhandlungen gegen vorstehende Bestimmungen werden mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 26 Fr. bis zu 3000 Fr. oder einer dieser Strafen bestraft.

Der Versuch ist strafbar.

Die Beschlagnahme des Gegenstandes der Zuwiderhandlung wird angeordnet.

Art. 10. Unser General-Direktor für Ackerbau, Handel und Gewerbe, und Unser General-Direktor des Innern und des öffentlichen Unterrichts sind mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt, jeder insofern es ihn betrifft.

Dieser Beschluß tritt mit dem Tage seiner Veröffentlichung im „*Mémorial*“ in Kraft.

Luxembourg, den 17. Oktober 1916.

Maria Adelhëit.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Handel und Gewerbe,
Dr. Welter.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Beschluß vom 17. Oktober 1916, das Ausführverbot gewisser Produkte und Bedarfsgegenstände betreffend.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Handel und Gewerbe;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 4. August 1916, betreffend Bezeichnung der für den freien Warenverkehr zwischen den Groß-

le Grand-Duché et les pays de l'Union douanière;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les produits et objets ci-après désignés ne sont plus admis à la libre circulation entre le Grand-Duché et les pays de l'Union douanière, à savoir:

1^o graisse alimentaire artificielle (n^o 45 du relevé publié à l'art. 1^{er} de l'arrêté du 4 août 1916 susdit);

2^o margarine (n^o 55 du même relevé);

3^o graisses végétales (n^o 65 du même relevé).

Art. 2. Les contraventions au présent arrêté seront punies des peines prévues à l'art. 4 de l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916.

Art. 3. Le présent arrêté sera obligatoire le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 17 octobre 1916.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
Dr WELTER.*

Arrêté du 17 octobre 1916, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Revu les arrêtés des 10 septembre, 7 et 14 octobre 1916, par lesquels des zones d'interdiction et d'observation ont été déterminées pour enrayer la propagation de la fièvre aphteuse dans les localités de Niederwampach et de Schimpach.

Attendu que suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du ressort, l'épizootie est éteinte dans les dites localités et que la désinfection prévue par le règlement a eu lieu;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sa-

herzogtum Luxemburg und den Zollvereinsländern zugelassenen Produkte und Gegenstände;

Beschließt :

Art. 1. Die nachbezeichneten Produkte und Bedarfsgegenstände sind nicht mehr zum freien Verkehr zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und den Zollvereinsländern zugelassen:

1. Stumpfspeisefette (Nr. 45 der in Art. 1 des Beschlusses vom 4. August 1916 veröffentlichten Liste);

2. Margarine (Nr. 55 derselben Liste);

3. Pflanzenfette (Nr. 65 derselben Liste).

Art. 2. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den in Art. 4 des Großh. Beschlusses vom 4. August 1916 vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 17. Oktober 1916.

*Der General-Direktor für Ackerbau,
Handel und Gewerbe,
Dr. Welter.*

Beschluß vom 17. Oktober 1916, die Viehseuchenpolizei betreffend.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Handel und Gewerbe;

Nach Einsicht der Beschlüsse vom 10. September, 7. und 14. Oktober 1916, betreffend Festsetzung von Sperr- und Beobachtungsgebieten, um die Verschleppung der Maul- und Klauenseuche in den Ortschaften Niederwampach und Schimpach zu verhindern;

In Erwägung, daß laut Bericht des zuständigen Staatstierarztes die Seuche in benannten Ortschaften erloschen ist, und daß die vorschrittmäßige Desinfektion stattgefunden hat;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912,

nitaire du bétail, et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête :

Art. 1^{er}. Toutes les mesures de police sanitaires du bétail, prises à l'égard des localités de Niederwampach et de Schimpach, sont rapportées.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 17 octobre 1916.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

Dr WELTER.

Circulaire concernant le contrôle des quantités de viandes attribuées aux détenteurs d'étaux de boucherie.

L'art. 15 de l'arrêté du 15 août 1916, concernant le commerce, la consommation et le transport des produits de boucherie, dispose que « dans un but de contrôle, les directeurs des abattoirs et les inspecteurs des viandes sont tenus de déterminer le poids net après abattage de la viande attribuée à tout détenteur d'un étal de boucherie et de transcrire ces indications dans un registre spécial ». MM. les inspecteurs sont invités à se conformer scrupuleusement à cette prescription; ce n'est, en effet, qu'à cette condition que des contraventions pourront être prévenues. Il faut donc absolument que l'inspecteur assiste lui-même au pesage prescrit et qu'il inscrive de sa propre main le résultat du pesage dans le registre spécial. Les intéressés sont rendus attentifs à l'art. 21 du dit arrêté, qui menace de peines sensibles les contrevenants; le Gouvernement est décidé à faire surveiller étroitement l'exécution de la mesure citée à l'ingrès et à sévir contre qui-

über die Viehseuchenpolizei, sowie des Art. 85 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt :

Art. 1. Alle für die Ortschaften Niederwampach und Schimpach verordneten Maßnahmen der Viehseuchenpolizei sind hiermit aufgehoben.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 17. Oktober 1916.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Handel und Gewerbe,

Dr. Welter.

Kundschreiben, betreffend die Kontrolle der den Metzgern überwiesenen Fleischmengen.

Gemäß Art. 15 des Beschlusses vom 15. August 1916, betreffend Handel, Verbrauch und Transport von Fleischwaren, müssen die Schlachthofdirektoren und Fleischbeschauer zu Kontrollzwecken das Schlachtgewicht des jedem Inhaber eines Fleischerladens zum Verkauf überlassenen Fleisches feststellen und diese Angaben in ein besonderes Register buchen. Ich ersuche andurch die H. H. Fleischbeschauer, diese Vorschrift gewissenhaft zu befolgen, da nur auf diese Weise Übertretungen verhütet werden können. Es ist demnach unbedingt erforderlich, daß der Beschauer bei der Wägung zugegen sei und deren Ergebnis eigenhändig in das vorgeschriebene Register eintrage. Die Interessenten werden auf Art. 21 des vorerwähnten Beschlusses aufmerksam gemacht, der Zuwiderhandlungen mit empfindlichen Strafen bedroht. Die Registerung ist übrigens entschlossen, die Ausführung der eingangs angeführten Maßnahmen genau überwachen zu lassen und gegen alle

conque se rendra coupable de n'importe quelle négligence.

Luxembourg, le 14 octobre 1916.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
Dr WELTER.*

Circulaire. — Impositions communales pour 1917.

Je rappelle aux administrations communales l'art. 7 de la loi du 19 juillet 1904, sur les impositions communales, ainsi conçu:

« Les administrations communales soumettront, au mois de novembre de chaque année, à l'approbation de l'autorité supérieure le chiffre du déficit présumé à couvrir au moyen de l'imposition communale et le nombre des centimes additionnels qu'elles jugeront nécessaires à cet effet. — Elles joindront la liste des insolubles à exempter. »

J'invite les administrations communales à me faire parvenir les délibérations afférentes avant le 15 novembre prochain au plus tard, en se conformant, quant aux renseignements à fournir sur les insolubles et quant à la fixation du taux des centimes additionnels, à la circulaire du 23 novembre 1909, *Mémorial* p. 1045.

Les délibérations modificatives éventuelles qui ne seront pas parvenues à la Direction des contributions pour le 20 décembre au plus tard — délai prévu par l'art. 8 de la loi du 19 juillet 1904 — ne pourront plus être prises en considération.

Les administrations communales dont la situation financière appelle des ressources supplémentaires, en tiendront compte lors de la fixation du montant des rôles pour 1917.

Luxembourg, le 15 octobre 1916.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,
L. MOUTRIER.*

Nachlässigen mit unerbittlicher Strenge vorgehen.

Luxembourg, den 14. Oktober 1916.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Handel und Gewerbe,
Dr. Welter.

Mundschreiben. — Gemeindeauflagen für 1917.

Ich bringe den Gemeindeverwaltungen den Art. 7 des Gesetzes vom 19. Juli 1904, über die Gemeindeauflagen, in Erinnerung. Diese Bestimmung lautet:

„Die Gemeindeverwaltungen unterbreiten jedes Jahr im Monat November der Oberbehörde, behufs Genehmigung, den mutmaßlichen Fehlbetrag, welcher mittels Gemeindeauflagen gedeckt werden soll, sowie den Betrag der hierzu nötigen Zuschlagscentimes. — Diesen Angaben ist die Liste der Nichtzahlungsfähigen anzufügen.“

Ich ersuche die Gemeindeverwaltungen, mir spätestens vor dem 15. November k. die betreffenden Beratungen zukommen zu lassen; was insbesondere die zu liefernden Aufschlüsse über zahlungsunfähige Personen und die Festsetzung des Prozentsatzes der Zuschlagscentimes anbelangt, so sind die in dem Mundschreiben vom 23. November 1909, *Mém. S. 1045*, enthaltenen Vorschriften genau zu befolgen.

Abändernde Beratungen, die nicht spätestens für den durch Art. 8 des Gesetzes vom 19. Juli 1904 vorgesehenen Zeitpunkt, d. h. den 20. Dezember kft., bei der Steuerdirektion eingelaufen sind, können nicht mehr berücksichtigt werden.

Die Gemeindeverwaltungen, deren Finanzlage die Schaffung weiterer Einnahmequellen erfordert, werden bei der Festsetzung des Betrages der Auflagerollen für 1917 diesem Umstande Rechnung tragen.

Luxembourg, den 13. Oktober 1916.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Avis. — École normale.

Par arrêté grand-ducal du 17 du mois courant, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. l'abbé Jacques *Meyers*, de ses fonctions de directeur de l'école normale, avec faculté de faire valoir ses droits à la retraite. — Par le même arrêté, M. *Meyers* a été nommé directeur honoraire de l'école normale.

Luxembourg, le 17 octobre 1916.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,
L. MOUTRIER.*

Avis. — Ecole normale.

Par arrêté grand-ducal du 17 du mois courant, M. Nic. *Schlottert*, docteur en philosophie et lettres, inspecteur de l'enseignement primaire à Luxembourg, a été nommé directeur de l'école normale des instituteurs, en remplacement de M. l'abbé Jacques *Meyers*, mis à la retraite pour cause de limite d'âge.

Luxembourg, le 17 octobre 1916.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,
L. MOUTRIER.*

Avis. — Règlements communaux.

Dans leurs séances des 22 juillet resp. 19 août 1916, les conseils communaux de Pétange et d'Esch-s.-Alz. ont édicté des règlements de police concernant le commerce du lait resp. la sécurité publique dans ces communes. — Ces règlements ont été dûment publiés.

En séance du 1^{er} octobre ct., le conseil communal de Bœvange (Cl.) a modifié les taxes prévues par l'art. 7 du règlement sur la conduite

Bekanntmachung. — Normalschule.

Durch Großh. Beschluß vom 17. Oktober ct. ist Hr. Abbé J. *Meyers*, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte als Direktor der Normalschule, mit Anspruch auf Pensionsberechtigung bewilligt worden. — Durch denselben Beschluß ist Hr. *Meyers* zum Ehrendirektor der Normalschule ernannt worden.

Luxembourg, den 17. Oktober 1916.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Bekanntmachung — Normalschule.

Durch Großh. Beschluß vom 17. Oktober ct. ist Hr. Nik. *Schlottert*, Doktor der Philosophie und Philologie, Inspektor des Primärunterrichtes zu Luxemburg, zum Direktor der Lehrer-Normalschule ernannt worden: in Ersetzung des Hrn. Abbé J. *Meyers*, welcher wegen erreichter Altersgrenze in den Ruhestand versetzt worden ist.

Luxembourg, den 17. Oktober 1916.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.

Bekanntmachung. — Gemeindeglemente.

In ihren Sitzungen vom 22. Juli bezw. 19. August 1916 haben die Gemeinderäte von Pétingen und Esch a. d. Alz. Gemeindeglemente über den Milchhandel bezw. die öffentliche Sicherheit in diesen Gemeinden erlassen. — Diese Reglemente sind vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

In seiner Sitzung vom 1. Oktober l., hat der Gemeinderat von Bôgen die durch Art. 7 des Reglementes über die Wasserleitung vom

d'eau, du 5 janvier 1914. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée.

Luxembourg, le 13 octobre 1916.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique.*

L. MOUTRIER.

5. Januar 1914 vorgesehenen Tagen abgeändert. — Diese Abänderung ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 13. Oktober 1916.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,

L. Moutrier.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 30 septembre au 14 octobre 1916.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Verzeichnis der in den verschiedenen Kantonen vom 30. September bis 14. Oktober 1916 festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N° d'ordre.	Cantons.	Localités.	Fievre typhoïde.	Dyphtérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Variole.	Affections puerpérales.
1	Esch-s.-Alz.	Bettembourg	»	1	»	»	»	1
		Dudelange	»	»	»	»	»	2
2	Mersch.	Brouch	»	»	»	»	»	»
		Schoos	»	»	»	1	»	»
3	Diekirch.	Ettelbruck	»	1	»	»	»	»
		Ingeldorf	»	1	»	»	»	»
4	Redange.	Useldange	»	»	»	1	»	»
		Wiltz.	»	»	»	1	»	»
5	Wiltz.	Alscheid	»	»	1	»	»	»
		Bascheid	»	1	»	»	»	»
		Kaundorf	1	»	»	»	»	»
		Wecker	»	»	»	3	»	»
6	Grevenmacher.	Wormeldange	»	»	1	»	»	»
		Total ...		2	4	2	5	»

Caisse d'épargne. — A la date du 10 octobre 1916, les livrets n° 106418, 100909 et 194079 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 17 octobre 1916.

Luxemburger Unionbank. Anonyme Gesellschaft, Königsring 2b, Luxemburg.

Die zehnte ordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Luxemburger Unionbank, hier, wird am Freitag, den 10. November 1916, nachmittags 3 Uhr, im Geschäftlokale der Internationalen Bank in Luxemburg, Königsring 2b, stattfinden.

1195

Auf Grund der §§ 8 und 20 unserer Statuten, sowie des Art. 70 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, laden wir die dazu berechtigten Aktionäre ein, an dieser Generalversammlung teilzunehmen.

Tagesordnung :

1. Berichte des Vorstandes, des Aufsichtsrats und des Kommissars.
2. Bericht der Revisoren.
3. Beschlußfassung über die Bilanz, über die Gewinn- und Verlustrechnung und die Verwendung des Reingewinnes.
4. Beschlußfassung über die Entlastung des Vorstandes, des Aufsichtsrats und des Kommissars.
5. Wahl vom Aufsichtsratsmitgliedern.
6. Wahl der Revisoren.
7. Verlosung von 114 Stück, per 1. Juli 1917 rückzahlbaren Obligationen der 4½%igen Anleihe, nach Maßgabe des Tilgungsplanes.
8. Festsetzung der Zahl der auf den Namen lautenden Aktien, welche die Aufsichtsratsmitglieder als Sicherheit bei der Gesellschaft zu hinterlegen haben.

Die zur Teilnahme an dieser Generalversammlung erforderliche Hinterlegung der Aktien oder der den Besitz der Aktien nachweisenden Depotscheine kann bis einschließlich den 6. November 1916 erfolgen:

- bei der Gesellschaftskasse in Luxemburg,
- bei der Internationalen Bank in Luxemburg,
- bei den Herren Deibrück, Schickler & Co., Berlin,
- bei der Rheinisch-Westfälischen Disconto-Gesellschaft A.-G., Aachen,
- bei dem Bankhause J. H. Stein, Köln a. Rh.,
- bei der Banque Internationale de Bruxelles, Brüssel.

Luxemburg, den 16. Oktober 1916.

Luxemburger Unionbank. Anonyme Gesellschaft.

Der Vorstand:

Ad. Türk. J. Würth-Weiler.

Manufacture de tabacs, anciennement Jos. Heintz van Landewyck, Société anonyme, Hollerich.

Conformément aux art. 21-37 des statuts MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra dimanche, le 12 novembre prochain, au n° 10, Boulevard Royal à Luxembourg.

Ordre du jour:

- 1° Présentation du bilan et du compte profits et pertes de l'exercice 1915-1916.
- 2° Rapport des commissaires.
- 3° Approbations et décharges à donner.
- 4° Fixation du dividende.
- 5° Divers.

Hollerich, le 18 octobre 1916.

La Direction.

PUBLICATION NON OFFICIELLE.

Avis. — Expropriation pour cause d'utilité publique.

D'un exploit de l'huissier *Hommel* de Mersch, en date du 16 octobre 1916, il appert qu'à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son Directeur général des travaux publics *M. Antoine Lefort*, domicilié à Luxembourg, pour lequel requérant est constitué et occupera *M^e Joseph Neuman*, avocat-avoué à Luxembourg, y demeurant;

Assignation a été donné à la dame Marie Simon, sans état et à son époux M. Jean-Pierre Simon, propriétaire-rentier, demeurant ensemble à Larochette,

à comparaître le lundi, 6 novembre 1916, à 9 $\frac{1}{2}$ heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, au Palais de justice à Luxembourg, pour par les moyens déduits au dit exploit, les assignés voir dire que les formalités prescrites par la loi du 17 décembre 1859 pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique 1^o de 5 a. 34 ca. à entreprendre dans une parcelle de bois et sapinière contenant 58 a. 20 ct., figurant au cadastre de la commune de Larochette, section B, sub 244/302, au lieu dit « in der Ernzbach », formant le n^o 4 du plan des emprises; 2^o de 1 a. 86 ca. figurant dans une parcelle de bois et sapinière contenant 23 a. 60 ca. figurant au cadastre de la commune de Larochette, section B, sub 245/303, au lieu dit « in der Ernzbach », formant le n^o 5 du plan des emprises, appartenant à la dite dame Marie Simon, les deux emprises nécessaires au raccordement des carrières d'Ernzen à la ligne de chemin de fer vicinal de Junglinster à Larochette, décrété d'utilité publique, ont été remplies;

voir donner acte au requérant qu'il offre pour indemnité du chef de l'expropriation à la dame Marie Simon susdite pour l'emprise prérappelée n^o 4 par 5 a. 34 ca. et pour celle prédécrite n^o 5 par 1 a. 86 ca., ensemble 7 a. 20 ca., à raison de 55 fr. par are empris, la somme principale de 396 fr., y compris la valeur des arbres accrus sur les deux emprises, et en cas de refus d'accepter ces offres, voir procéder au règlement de l'indemnité à laquelle elle prétend avoir droit, conformément à la loi;

voir ordonner la mise en possession du requérant des parcelles dont l'expropriation est poursuivie, à charge par lui de consigner préalablement les sommes ci-dessus offertes; s'entendre l'assignée dame Marie Simon, en cas de contestation, condamner aux dépens.

Le tout sous les réserves formulées au dit exploit.

Pour extrait conforme : M. Hommel.

